

Communiqué de presse

Le Premier ministre annonce une année noire pour le monde du travail et de nouveaux cadeaux pour les entreprises

Avec ses annonces, le Premier ministre vient d'ouvrir un chantier aussi brutal qu'idéologique. **Ce n'est pas un plan d'économies, c'est une déclaration de guerre aux droits des travailleuses et des travailleurs. Le gouvernement responsable de la situation économique du pays ne se remet jamais en cause notamment sa politique de l'offre.**

Au lieu d'ouvrir les yeux sur les urgences sociales – salaires, conditions de travail, santé, éducation, climat – le gouvernement choisit de faire payer une nouvelle fois les travailleur·euses, notamment les privé·es d'emploi, et stigmatise les agent·es du service public. Au lieu de mettre à contribution ceux qui sont responsables du déficit, les plus riches et les grandes entreprises qui ont bénéficié de 73 Milliards de baisse d'impôts chaque année et touchent 211 milliards d'aides publiques, le gouvernement fait encore payer l'addition aux travailleuses et aux travailleurs, aux retraité·es et précaires.

Au menu : une cure d'austérité sans précédent pour le monde du travail :

- Une "année blanche", c'est à dire le gel des pensions des retraité·es, des prestations sociales (aides au logement, allocation adulte handicapés, allocations familiales...), des budgets des services publics, des salaires des fonctionnaires et l'augmentation des impôts et de la CSG. Cela se traduira donc par un appauvrissement de chacune et de chacun de plusieurs centaines d'euros chaque année ;
- Après nous avoir volé 2 ans de vie, le gouvernement veut nous imposer 2 jours de travail gratuit avec le vol de 2 jours fériés, dont le 8 mai, jour de la victoire contre le nazisme !
- Déremboursements des médicaments et des consultations, notamment pour les malades en affections de longue durée ;
- Suppression de 3000 postes de fonctionnaires et de nombreuses agences de l'Etat, et non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois. C'est moins de pompiers, d'infirmier·es, d'enseignant·e.s...
- Braderie du patrimoine de l'Etat et privatisations ;
- Un nouveau tour de vis, le plus violent de tous, pour les privé·es d'emploi dont les droits ont déjà été divisés par 2 depuis qu'Emmanuel Macron est Président de la République ;
- La volonté d'imposer une remise en cause tous azimuts des droits des salarié·es avec des mesures qui pourraient être prises par ordonnance dès l'automne

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Par contre, la nécessaire justice fiscale est encore une fois renvoyée aux calendes grecques.

La CGT dénonce avec la plus grande fermeté cette fuite en avant austéritaire.

Le premier ministre ose expliquer aux travailleuses et aux travailleurs qu'il faut travailler plus sans dire un mot sur les centaines de milliers de licenciements en cours et sur le naufrage de la politique de l'offre qui a coulé nos finances publiques sans réindustrialiser le pays.

Ces annonces sont tout aussi injustes qu'inefficaces. **Elles auront un impact récessif violent et ne feront qu'amplifier les difficultés économiques du pays. Elles vont plonger des milliers de familles dans la pauvreté qui atteint déjà un niveau record notamment chez les femmes et les jeunes. On ne soigne pas les finances publiques en saignant les droits sociaux et les services publics !**

Ces annonces, faites-en plein cœur de l'été, alors que des millions des travailleurs et de travailleuses ne peuvent pas partir en vacances, sont en total décalage avec les attentes du monde du travail. Elles bradent notre avenir en tournant le dos aux investissements indispensables pour la transition écologique, la recherche et l'éducation, la santé, l'industrie.

Le Premier ministre reconnaît lui-même qu'il n'est pas en situation d'imposer sa cure d'austérité et d'appauvrissement. Rien n'est joué ! L'heure est à préparer la mobilisation. La CGT mettra tout en œuvre pour empêcher ces violents reculs sociaux

Montreuil, le 15 juillet 2025